

CANDIDAT UNIQUE A L'ÉLECTION DU 12 JUIN

lenn mardi à Djibouti, un placard officiel représentait M. Gouled, une lance d'incendie à la main en train d'éteindre les flammes rougeoyantes qui embrasent l'Opéden M. Gouled. « pompiers de la Corne » ? L'expression est, outre son énoncé saugrenu, un peu forcée. Pourtant, son obstination au service de la paix pourrait un jour porter ses fruits.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Pour de plus amples détails, consultez votre agent de voyages ou téléphonez nous au (1) 265.37.95.

65.37.35

AUTEUIL 6. Av. Léon Heuzey
75016 Paris Tel. 224.10.72

ISTH
 INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
 ET TECHNIQUES HUMAINES
 Concours d'entrée directe à :
H.E.C. 2^{ème} ANNEE
 • Ingénieurs Grandes Ecoles
 • Étudiants second cycle de
 l'Université
 • Diplômés des I.E.P.
 SESSION JANVIER/JUIN
 PRÉPARATION INTENSIVE
 AGUT-SEPT.

ASIE

Bangladesh

UN RÉCIT DE LA RÉBELLION CONTRE LE GÉNÉRAL ZIAUR RAHMAN

Le responsable de l'assassinat du chef de l'État venait d'être muté alors qu'il préparait une « action d'envergure » contre le régime

De notre envoyé spécial

A la suite de la mort des principaux responsables de l'assassinat du chef de l'État, le général Ziaur Rahman, le 30 mai, il sera sans doute difficile d'éclaircir les circonstances de la rébellion de Chittagong. Le premier récit qu'en fait notre envoyé spécial confirme cependant les informations selon lesquelles le lieutenant-général Manzoor se serait révolté parce qu'il avait été brusquement muté alors qu'il préparait une action d'envergure contre le régime.

Dacca. Le jeudi 28 mai, le lieutenant-général Manzoor prend qu'il est transféré à Dacca pour y prendre la direction du Staff Training College — école d'officiers — ce qui, pour lui, commandant de l'important région militaire de Chittagong, constitue une rétrogradation. Pour ce brillant et ambitieux officier, c'est une nouvelle mise à l'écart — après celle qui lui avait été infligée après une tentative de coup d'État avorté, en 1977, époque à laquelle il avait été « en province », à un poste difficile en raison de sa présence, dans ce secteur, de tribus en lutte contre le pouvoir central.

Il refuse ce transfert, qui le prive de toute emprise sur les forces actives à un moment où, justement, il prépare, semble-t-il, une « action d'envergure » contre le président Zia. Ce sont d'ailleurs les soupçons de ce dernier qui auraient conduit le chef de l'État à décider une mutation coupant Manzoor de sa base. Une initiative qui, en venant contrevenir

une opération en voie de réalisation, aurait obligé celui-ci à intervenir prématurément, ce qui expliquerait le caractère imprévu et précipité de l'insurrection.

Le vendredi 29 mai, le président se rend à Chittagong, l'un des déplacements qui n'est pas lié directement à cette affaire, mais dont l'objet est de régler des problèmes existant au sein de la section locale de la formation gouvernementale, le parti national du Bangladesh. D'où la présence à ses côtés de son secrétaire général, M. Badruddin Chowdhury. Le président Zia n'en rencontre pas moins Manzoor, en la seule présence de deux officiers proches de ce dernier, dont son propre gendre, le lieutenant-colonel Mehboobur Rahman, qui devait conduire le commandement de l'opération.

A noter que les quatre personnes avant participé à cette entreprise sont aujourd'hui décapités. L'enquête sera apparemment ouverte des débats de voir parvenir à l'extérieur de la place. On aurait notamment entendu Zia dire en substance à Manzoor : « Si on t'en fait que militaire nous n'êtes pas capables d'obéir aux ordres, il ne nous reste plus qu'à décapiter. »

C'est vers 3 h. 45 du matin

que le commando, composé d'une vingtaine d'hommes, investit le palais. Au même instant, un convoi militaire de faible importance se dirige vers le nord du district de Chittagong afin d'occuper un pont stratégique sur la rivière Puri, mais sans parvenir en quel que soit la circulation sur la route reliant Chittagong à Dacca. Ces deux actions auraient été conduites sous la direction de Manzoor, alors présent au P.C. de la division locale. Outre l'appui de la

division qu'il commandait (environ vingt mille hommes sur les quelques soixante-dix mille que compte l'armée du Bangladesh), il pourrait s'agir d'un coup de main. Il ne devait finalement obtenir ni l'un ni l'autre, les deux qu'il ne devait bénéficier du ralliement d'autres garnisons. Ceci avait pu penser que, apprenant la mort de Zia, elles prendraient « le bras en marche ». « En fait », expliquait un observateur, le déroulement d'un coup d'État s'opère d'une façon singulière : on agit d'abord, puis on découvre son téléphone pour récupérer la suite des opérations. »

Négociations

Au cours des négociations téléphoniques entre militaires et autorités civiles, Manzoor aurait demandé à s'entretenir avec le général Shaukat Ali, ancien commandant de la région militaire de Jessore, qui aurait refusé. Le rumeur selon laquelle ce dernier avait été arrêté vendredi 5 juin, et qui aurait pu accélérer la chute selon certains, Manzoor aurait disposé de complaisance, dans la capitale, a été catégoriquement démentie.

éléphoniques

D'autre part, la marine, en la personne de son commandant, le contre-amiral M. A. Khan, lui a refusé immédiatement son soutien. Ce dernier se serait en effet rendu à Chittagong quelques heures après l'assassinat, y aurait découvert le corps de Zia, puis aurait gagné Dacca.

Si certains membres du gouvernement se sont déclarés partisans d'imposer la loi martiale, la majorité se serait prononcée en faveur d'une application scrupuleuse des dispositions prévues par la Constitution, investissant le vice-président Abdus Salam du pouvoir exécutif.

Tout au long de la crise, les opérations semblent avoir été principalement conduites à Dacca (le premier ministre était absent de la capitale) par le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Éducation, le major-général Masudul Karim et le chef d'état-major, le général Rezaul Karim. Parmi les premières décisions prises, celle d'assurer de la loyauté des principales garnisons du pays, celle de Chittagong se voyant confier le soin de marcher vers Chittagong. Un premier ultimatum lancé aux militaires, et daté à midi le dimanche 31 mai, était très rapidement repoussé de dix-huit heures. D'une part, pour permettre aux troupes concernées de se soumettre. D'autre part, à cause des conditions météorologiques défavorables. Mais sur le pays qui excluait l'intervention de l'aviation, pièces essentielles du dispositif pour écraser la rébellion.

Les révoltes conduites par Dacca devaient intervenir très rapidement. Et quelques heures avant l'explosion de l'ultimatum (6 heures le lundi matin, 1^{er} juin), Manzoor quittait Chittagong accompagné, notamment, de sa famille et de quelques fidèles.

PATRICK FRANCES.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction
secrétariat médical

Soyez une vraie secrétaire,
vous deviendrez
une véritable collaboratrice !

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)
Métro : Liège - Europe - St-Lazare

Admirable Livre, livre d'homme qui nous voudrions voir entre toutes les mains des hommes de science, de tous les métiers, de tous ceux qui, hommes de... dit-on, se demandent quel est le sens de la vie des hommes.

Robert de Vauxcelles, Président d'Honneur de l'Ordre National des Médecins.

Flammarion

15.000 TAPIS D'ORIENT

avec certificats d'origine

Credit gratuit et immédiat sur demande

Tous les jours DIMANCHE INCLUS du 10 au 19

15 R. DIEU 75010 PARIS T. 239.32.00 Mo République

tous les jours, toute l'année

forfaits

train+hôtel

LONDRES

au départ de toutes les gares SNCF de l'Île-de-France

530 F

1 nuit

ce prix, par personne, est garanti jusqu'au 31 octobre 1981 et comprend le séjour en chambre double avec le petit déjeuner à l'anglaise ainsi que le voyage en train, aller-retour, en place assise 2^e classe, réservée.

Vous pouvez également bénéficier de conditions de tarif aussi exceptionnelles pour les destinations suivantes : en France, Lyon, Strasbourg, Cannes et Nice, à l'étranger, Bruxelles, Amsterdam, Venise, Rome, Florence, Lausanne, Montreux, Madrid.

TOURISME SNCF

train+hôtel

renseignez-vous dans les gares et Bureaux de tourisme SNCF

$E=mc^2$

Le Schwepping éveille l'esprit.

PARIS-LOS ANGELES 3820 F*

Le seul vol quotidien. Départ tous les jours 12 h 30.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

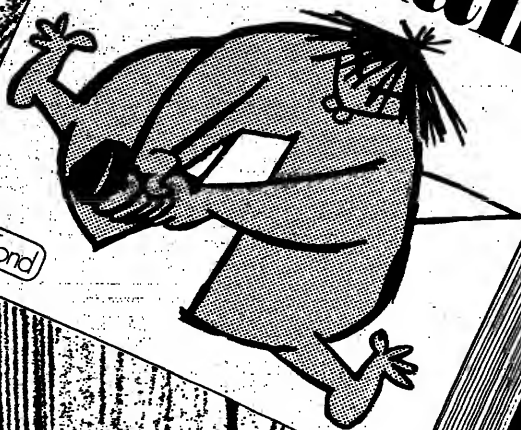
*Tarif Lohr aller/retour : séjours de 14 à 60 jours. Prix valable jusqu'au 25/06/81 et sujet ensuite à variations saisonnières.

Collection Dialogues, dirigée par Antoine Gallien.
Flammarion

م ۵۷ از اصل

après LES RITALS...
après LES RUSSKOFFS...
la suite!

cavanna bête et méchant



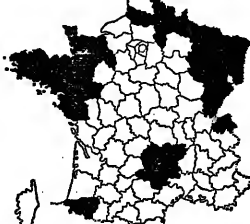
belfond

PUBLICSCOPE PHOTO DE CAVANNA UNIVERSAL PHOTO

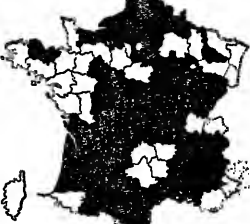
LA FRANCE CHANGE EN PROFONDEUR



En noir les régions de forte pratique religieuse (selon l'étude de l'observatoire de la vie religieuse)



En noir les régions où la droite est majoritaire, (élections de 1962). Ainsi en fut-il au XIX^e siècle et tout au long de la III^e et de la IV^e République. La droite est solidement installée là où le catholicisme est depuis longtemps implanté.



Depuis 1974 tout bascule. Les catholiques rompent progressivement les liens qui les attachaient aux conservateurs. Ils retrouvent avec la gauche les valeurs de la justice sociale. En noir les régions où la gauche est majoritaire (élections de 10 mai 1977).

LA FRANCE CHANGE EN PROFONDEUR

Les bastions du catholicisme traditionnel rompent progressivement avec l'ordre établi du capitalisme, avec les conservateurs.

L'esprit de Vatican II souffle vigilement. L'acrobate apporté aux catholiques les vertus de la liberté. Ossant les ovules du problème social, Sangnier s'efforça d'en faire des démocrates. Témoignage chrétien poursuit cet effort historique.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

Hier dans la Résistance
Aujourd'hui
LE SEUL HEBDO CHRÉTIEN
DANS LA GAUCHE
40 ans au service de la Justice
et de la Vérité

Rejoignez nos Combats

BULLETIN D'ABONNEMENT
Découvrez « TC » pendant 3 mois

NOM Prénom

ADRESSE

CODE VILLE

S'abonne à « TC » pour 3 MOIS pour le prix de 50 F SEULEMENT.

Adressez ce bon à « TC » - 40, rue du Fbg. Poissonnière - 75009 Paris avec votre paiement par chèque bancaire ou postal - CCP 3023 98 5 PARIS.

POLITIQUE

La gauche a besoin de tous ses atouts

(Suite de la première page.)

On voit donc l'importance, pour porter appellation sur notre attitude aujourd'hui, de revenir sur des décisions que nous avons prises lors de nos vingt-deuxième et vingt-troisième congrès.

Qu'avons-nous dit alors ? Nous avons défini une perspective nouvelle à notre combat : « La voie démocratique est un socialisme lui-même démocratique ». Nous luttons pour « entreprendre une transformation sociale qui fasse passer la démocratie plus loin qu'elle n'est jamais allée ». La société nouvelle que nous souhaitons construire dans notre pays doit — avons-nous dit — correspondre aux données de notre époque et aux traditions, aux caractères, aux aspirations propres à notre peuple. Il s'agit d'un « socialisme démocratique, autogestionnaire » qui permette « en tout domaine, et tout d'abord dans les formes politiques, sociales ou à imaginer, pour nous faire nous mêmes maîtres de la solution à la participation du commandement à l'initiative (1) ».

C'est le choix de société que nous avons fait. On choisit « maître mais non esclaves. Il constitue la réponse moderne, populaire et résistante aux besoins objectifs de la société française, le seul chemin pour dénouer la crise (1) ».

Nous avons également précisé la voie par laquelle nous voulons atteindre cet objectif d'un socialisme démocratique : une voie elle-même démocratique.

Cette voie, c'est celle de la lutte : lutte sociale et lutte électorale pour obtenir des conjonctures démocratiques toujours plus poussées. Et c'est, indissolublement, celle de l'union. Je l'ai écrit lui-même (2) dans un article paru quelques jours avant la tenue de notre vingt-troisième congrès : « Notre vingt-troisième congrès sera un congrès pour l'union, l'union populaire, l'union de la gauche, nous restons plus que jamais fidèles. Nous le réaffirmons : il n'y a pas d'autre issue possible à la crise que celle du rassemblement majoritaire de notre peuple, dans sa diversité sociale, politique, ethnique, pour conquérir par la lutte les changements démocratiques nécessaires ».

Et l'ajoutait : « Il nous faut maintenant travailler à construire une union nouvelle qui sera capable de résister aux épreuves et qui permettra au mouvement populaire de

battre le droit, d'assurer la présence de ministères communistes au gouvernement du pays, et de réaliser les transformations démocratiques qui s'imposent ».

Comment ne pas voir dans ce texte, écrit il y a maintenant plus de deux ans, le même souci que celui qui nous anime aujourd'hui ? Convergences nous bien ! Il n'est pas de faire du texte de nos congrès de nouvelles Tables de la Loi ni de prétendre que toutes les situations y sont prévues à l'avance. Extérieurement non. Nous avons, au contraire, précisé que c'est à notre peuple, et à lui seul, qu'il appartient de déterminer le rythme, la forme, le contenu des étapes de ce processus d'avancées démocratiques vers le socialisme démocratique. « Nous voulons progresser en nous dotant de notre vingt-troisième congrès — acquis après enquête, dans la voie des transformations démocratiques profondes, dans la voie de l'instauration de la société nouvelle pour laquelle nous luttons avec détermination à la place des intérêts, sans chercher à tout programmer à l'avance (3) ».

La manière dont nous concevons le combat politique est donc bien claire : nous proposons, nous défendons les idées, les solutions qui nous semblent les mieux appropriées pour résoudre les problèmes auxquels notre peuple et notre pays sont confrontés. Nous prenons part au débat démocratique de toute la force de notre conviction pour les voir triompher. Puis, les Français se prononcent. Et nous, nous respectons leur choix. Nous conservons naturellement nos idées. Mais nous prenons en considération le cadre politique nouveau que crée le verdict populaire. Et nous inscrivons notre combat dans ces conditions nouvelles.

C'est ce que nous faisons constamment. Partie présente du mouvement populaire majoritaire qui a assuré le défilé de la droite et l'élection du nouveau président de la République, nous traversons d'objectif que celui de contribuer dans toute la mesure de nos moyens à la réussite de l'expérience, c'est-à-dire à la réalisation des changements attendus par la majorité des Français.

On le voit, nous ne faisons là que mettre en œuvre les orientations de nos vingt-deuxième et vingt-troisième congrès.

L'apport déterminant du P.C.F.

Ce sont des mêmes orientations qui ont inspiré toute notre attitude durant la dernière période : avant le premier tour de l'élection présidentielle ; entre les deux tours ; enfin, depuis la victoire du 10 mai. Qu'on nous permette d'y revenir — très brièvement — avant de traiter la question primordiale aujourd'hui : celle de l'avenir.

D'abord notre attitude avant le premier tour de l'élection présidentielle. Nous ne prétendons pas qu'on ne saurait trouver aucun défaut à la campagne qui a mené le parti communiste français. Mais quel en fut son apport ? Que doit-il apporter à la campagne qui a mené le parti communiste français. Mais quel en fut son apport ? Que doit-il apporter à la campagne qui a mené le parti communiste français.

Après le premier tour, notre comité central a examiné et lancé un appel sans restriction aux électeurs communistes pour qu'ils assurent, par leur vote, l'élection de François Mitterrand. De là, l'apport des électeurs communistes a été déterminant pour la victoire. Le président de la République est devenu le même homme issu de l'extrême gauche qui l'a eu avec lui.

Après le 10 mai, enfin, nous agissons, pour traverser tout pas en avant dans le sens du changement du pays. Et, pour cela, nous nous sommes affirmés prêts à assumer toutes nos responsabilités, à prendre toute notre part à l'œuvre commune qui doit être menée à bien.

pour réaliser les transformations nécessaires.

C'est ainsi que nous nous sommes félicités que le gouvernement — comme nous en avions, pour notre part, soutenu l'idée — ait pris sans attendre un certain nombre de mesures sociales urgentes. Nous nous sommes également réjouis qu'il ait engagé des conversations promises sur de grandes questions de la vie sociale et syndicale, qui figurent également au nombre des objectifs essentiels de notre programme.

C'est également dans la même esprit que nous avons soutenu la réalisation du changement que nous avons obtenu le 4 juin dernier un accord politique avec le parti socialiste.

Ce point mérite tout particulièrement d'être souligné. De quoi s'agit-il en effet avec cet accord ? Non pas d'un accord tacite, mais d'un accord explicite, d'un accord sur des concessions formelles de l'un de l'autre parti, mais d'un accord adhésif, fondé sur un ensemble lucide des positions respectives — convergentes et divergentes — de chaque partenaire et après s'être débattus, selon nous, sur un accord de principe. Non un simple accord de désempolement, mais d'un accord politique positif qui est de nature à permettre le rassemblement de toutes les forces nécessaires pour battre à nouveau la droite lors des élections législatives et réaliser le changement voulu par la majorité des Français.

(1) Résolution du XXIII^e congrès du 10 mai 1977.
(2) Le Monde, 5 mai 1979.
(3) Allocution de clôture au XXIII^e congrès.

La préparation

Plusieurs aspects de la déclaration commune parti socialiste-parti communiste de vue, d'être soulignée : ainsi le constat que la victoire est « le résultat d'une pluri-partis volontaire » à laquelle les deux partis avec les autres composantes du mouvement populaire ont contribué ; l'affirmation de leur volonté commune de répondre ensemble à l'attente des Français ; le fait que leurs discussions ont porté sur l'ensemble des problèmes de la vie nationale ; la longue énumération de leurs

convergences sur des points sociaux, économiques, démocratiques et de politique auxquels notre peuple est particulièrement attaché : la décision de « développer leur coopération », de tout faire pour « continuer et conforter la victoire » de la gauche aux élections législatives, de constituer ainsi « une majorité cohérente et durable » ; enfin, l'engagement commun à se rencontrer à nouveau au lendemain des élections.

Il s'agit bien d'un accord politique important et qui peut ouvrir une perspective nouvelle à la gauche.

Une participation équitable

Nous ne partons donc de la nouvelle rencontre prévue au lendemain de la victoire de la gauche aux élections législatives afin de régler la question de l'entrée des ministères communistes au gouvernement de la France.

Nous ne sommes, en effet, convaincus — pour réussir le changement, la gauche a besoin de tous ses atouts et, notamment, de celui qui représente la participation équitable du parti communiste français aux responsabilités à tous les niveaux de la vie nationale. Un gouvernement d'union de toute la gauche, solidement planté sur ses deux jambes, socialiste et communiste, c'est ce qu'attend le pays ; c'est à cela qu'il faudra arriver ; et le parti que nous y parviendrons.

C'est d'abord une question de démocratie : les communistes ont contribué à la victoire, ils font partie, à part entière, — l'accord qu'il a été conclu en témoigne — de la nouvelle majorité présidentielle. Ils ont, comme le premier ministre l'a souligné à plusieurs reprises, « vocation à gouverner ». Rien ne s'oppose donc à ce qu'ils soient leur part des responsabilités nationales.

C'est ensuite une question d'efficacité : la gauche entame une expérience anticonstitutionnelle mais d'une grande complexité. L'héritage du pouvoir déchu est lourd et l'attente du peuple est pressante. Pour réussir, il est donc nécessaire d'associer aux tâches qui se présentent à nous toutes les forces disposées à les assumer dans le sens souhaité par la majorité. Chacun reconnaît que l'expérience de gouvernement de la libération, qui comprenait des ministères communistes, a été bénéfique ; on ne voit pas pourquoi elle ne le serait pas aujourd'hui. Et nous

sommes disposés à ce qu'il en soit ainsi.

D'une façon générale, la question de la place du parti communiste français dans la majorité nouvelle se pose, aujourd'hui, moins incertaine toutes celles à tous ceux qui sont attachés à la réussite du changement de la gauche et à la vie de la France. L'engagement commun à se rencontrer à nouveau au lendemain des élections. Il s'agit bien d'un accord politique important et qui peut ouvrir une perspective nouvelle à la gauche.

C'est dire l'enjeu des prochaines élections législatives. La responsabilité de chaque électeur et de chaque électrice se mesure à l'échelle de la situation profondément nouvelle que nous connaissons. La France a maintenant un président de la République socialiste, un premier ministre et un gouvernement socialiste. En bien ! qu'un gouvernement puisse se constituer de représentants de toutes les composantes de la gauche qui discutent, débattent leurs idées et leurs propositions, ne mettrait d'accord et bouleverserait ensemble — l'enjeu est grand — une bonne chose. Pour nous, nous sommes à la hauteur de la tâche.

Je suis sûr que beaucoup de Français, d'hommes de gauche pensent ainsi. Ils ont entre leurs mains, avec le vote communiste le 10 mai, un atout maître pour réaliser cette grande entreprise. A eux de s'en servir, dans la situation exceptionnelle où nous nous trouvons.

GEORGES MARCHEL.

M. JOSPIN : nous n'avons imposé aucune prohibition à M. Jobert.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a été interrogé, mercredi 10 juin, lors de l'audience à l'Assemblée de la France Inter, sur les déclarations faites par M. Michel Jobert à propos de la participation éventuelle de communistes au gouvernement. Le ministre du Commerce extérieur avait estimé (le Monde du 11 juin) qu'une période de prohibition « pendant laquelle les communistes participeraient le lendemain à la participation » rendrait « moins démodable » leur entrée au gouvernement.

« Ce n'est pas en fonction de ce que pense, sur cette question, précise, Michel Jobert, que se déterminent les premières décisions du parti socialiste », a déclaré M. Jospin. Nous n'avons imposé aucune prohibition à M. Jobert, qui se déterminent les premières décisions du parti socialiste, a déclaré M. Jospin. Nous n'avons imposé aucune prohibition à M. Jobert, qui se déterminent les premières décisions du parti socialiste, a déclaré M. Jospin.

M. FETTERMAN (P.C.F.) : il est normal que les élections législatives subissent l'influence de l'élection présidentielle.

Dans une interview publiée, jeudi 11 juin, par le Monde de Paris, M. Charles Fetterman, député communiste, a déclaré au sujet du P.C.F. : « Dans une négociation qui se déroule, nous ne pouvons pas nous en tenir à la lettre, l'ensemble des dispositions du traité, on met tout le monde d'accord. (...) On est en mesure d'accorder sur une approbation du comité de participation à l'élection présidentielle, et on est en mesure de réaliser, pour nous, ce que nous nous sommes engagés à faire. »

M. Fetterman indique au sujet du comité de participation à l'élection présidentielle que devrait être attribué au P.C.F. après les élections législatives : « Ce qui est logique, c'est que nous ayons notre place en fonction de ce que nous représentons. (...) On est en mesure d'accorder sur une approbation du comité de participation à l'élection présidentielle, et on est en mesure de réaliser, pour nous, ce que nous nous sommes engagés à faire. »

contre le vol il y a quelque chose à faire ALARME 2000 la solution d'aujourd'hui en pensant à demain

La loi 60 ME contre l'hypermarché autonome et sans limitation

No vivez pas chaque sortie avec l'angoisse du retour. N'hésitez pas : pour connaître les possibilités de la loi 60 ME remplissez et renvoyez le bon ci-dessous à LA LOI 60 ME, rue Guizot, 75008 PARIS



Une protection simple, efficace, immédiatement opérationnelle. Téléphonez au 026.44.32, à votre service sur toute la France.

Parce qu'une langue étrangère s'apprend « sur place », Depuis 1928, l'Organisation Scolaire Franco-Britannique assure aux jeunes, en Grande-Bretagne • Allemagne • Espagne • Etats-Unis, l'accueil individuel en famille, les cours, l'encadrement, les loisirs et les sports.

RICHARD ENGLISH LANGUAGE COLLEGE. Cours intensifs pour adultes.

O.S.F.B. 43, rue de Provence - 75009 PARIS Téléphone 52.63.49

0481001350

des élections législatives

POLITIQUE

Le recentrage est-il possible ?

(Suite de la première page.)

Enfin, avant tout, l'élection présidentielle a-t-elle été au moins un peu décisive ? Les élections législatives ont-elles été au moins un peu décisives ? L'U.D.F. a-t-elle, en vue des prochaines élections législatives, subi une défaite ?

La réponse au risque d'un dérapage incontrôlé. On comprend dès lors pourquoi le président de la République a mis tant de hâte à dissoudre l'Assemblée nationale. Les législatives ne chahutent pas. Puis-elles les Français ne pas se réveiller trop tard ?

Si les socialistes et les communistes obtiennent la majorité à l'Assemblée nationale, les risques de dérapage de gauche sont énormes. Je ne ferai pas à M. Mitterrand ni à ses amis l'impression de supposer qu'ils ne croient pas à ce qu'ils disent. Nous prenons au sérieux la volonté qu'ils expriment dans le « projet socialiste » de réaliser la « transformation sociale » de la société française. Si les socialistes et les communistes, alliés aux élections, étaient libres de réaliser leurs programmes qui sont assez vastes, c'est-à-dire les « réformes de structures » qu'ils proposent, notre société serait bouleversée et notre société évoluerait inévitablement vers un socialisme étatique et bureaucratique. L'unité nationale ne résisterait pas longtemps à des transformations aussi radicales.

La cascade des nationalisations, entraînant l'ensemble de l'économie sur la moitié environ de l'industrie et sur la totalité de notre système de crédit. L'exercice — en particulier la nationalisation — montre que les nationalisations, quand elles sont décidées, entraînent la concentration du pouvoir à la concentration du marché, entraînant le plus souvent une gestion bureaucratique et sclérosante, soumise aux vicissitudes des

1005F. Aller-Retour Irlande

Bien sûr, ce n'est pas cher, et tout le monde peut en profiter, pas seulement les insomniacs. Et puis, il y a maintenant deux vols par semaine, de juin à septembre. Mais ne croyez pas que ce soit un voyage de tout repos. Vous partirez vraiment en pleine nuit. Vous êtes prévenus. Les temps héroïques de l'aviation existent encore. C'est un excellent entraînement pour les soirées non moins héroïques qui vous attendent en Irlande.

Vol Nuit Blanche

Rolls-Royce de Gaulle - Aer Lingus, 38, avenue de l'Opéra, 75002 Paris Tél. 742.12.50

Force d'équilibre

En mettant en garde l'opinion contre ces risques, nous ne voulons pas encourager la politique du pire ni pratiquer l'opposition systématique à laquelle s'est contenté de se limiter Valéry Giscard d'Estaing. Nous voulons simplement sauver l'économie française, défendre le niveau de vie et l'emploi des Français. Ce n'est pas le diagnostic d'un médecin qui le

Dictionnaire de la Constitution

574 pages - 3^e édition

D. HAZELTON, J.-M. BÉRAUD, M.-B. BÉRAUD, G. DUPUIS, A. GRANGE, C. BÉRAUD

VOUS CHERCHER UN EMPLOI ?

Demandez la publication gratuite : « Pour travailler en Amérique latine ou au Canada, 50 millions d'opportunités nouvelles » à M. A. PONSARD - 8, rue de la République - 92100 Nanterre - Tél. 1 avec 21 francs en timbres ou coupons

Quant aux partis qui soutiennent le nouveau président de la République, vendent-ils une société socialiste, et quelle société socialiste ? Ces objectifs encore indéterminés est-ce la fatalité de leur politique ? Vendent-ils gouverner toujours plus à gauche ou à droite ?

Quant aux partis qui soutiennent le nouveau président de la République, vendent-ils une société socialiste, et quelle société socialiste ? Ces objectifs encore indéterminés est-ce la fatalité de leur politique ? Vendent-ils gouverner toujours plus à gauche ou à droite ?

Quant aux partis qui soutiennent le nouveau président de la République, vendent-ils une société socialiste, et quelle société socialiste ? Ces objectifs encore indéterminés est-ce la fatalité de leur politique ? Vendent-ils gouverner toujours plus à gauche ou à droite ?

Tout simplement

Iréaliste

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

réveiller les autres qui roupillent comme des imbéciles. J'ai souvent entendu parler de l'immense trafic des contrebandiers sur cette frontière. Inutile d'être pris pour ce que nous ne sommes pas. Ou sont les flics ? Où est l'honneur ?

Le chef barbu se lance dans une explication fumeuse : « Honoré n'a pas pu nous attendre. Je hurle : "où sont les flics ?" Il n'y a pas de flics dans le coin, et nos deux fusils de chasse ne peuvent rien pour nous. Le chef me dit : "We have another car for you."

"Non ? Pour ça, ça va à San Pedro ?" Il fait oui de la tête et nous conduit jusqu'à une voiture de brousse, apparemment neuve, sous un toit de palmes. Je révis. Non. Le chef explique : il faut conduire cette voiture en Côte-d'Ivoire, mais en évitant les douaniers. "Gratia, di-là, gratis."

Jack poussa un juron : "Non merci, pas envie de finir au trou." L'autre se marre, l'air de dire : Okay, débrouillez-vous. Oh, ça sent mauvais ! Nos réflexions, plus personne, c'est évident, ne nous viendra en aide.

Je conduis donc. La bague route bien. La piste existe. Un vrai miracle. Je m'attends à une catastrophe toutes les cinq minutes. A part ce qu'un peu difficile d'être à l'aise dans le trou, tout se passe bien.

Vite, je force livrer l'encombrant véhicule à l'adresse indiquée. Un petit garage. Rien d'étonnant. Mais j'ai un choc en rentrant : notre Land-Rover accidentée est là, encore suspendue au croc d'un camion de dépannage ! Le garagiste ? Absent. Seul un vieux gardien me fait signe de garer la voiture dans un coin. Puis un taxi amène et nous embarque. Je n'y comprends rien.

De retour, j'ai réveillé Monsieur Max sans trop hésiter : "Ah, c'est vous ! Vous avez appris la nouvelle ? Le garagiste à qui vous avez livré cette affaire..."

"Les nouvelles vont vite ! Eh bien ?" "Les flics l'ont arrêté ce matin. On m'a téléphoné." "Hein ? pour cette malheureuse bagnole ?"

Monsieur Max a éclaté de rire. "Pas pour la Land-Rover, mais pour la cargaison de diamants que contenait la banquette arrière !" "Vous vous payez ma gueule ?" "Comment croyez-vous que les pierres précieuses de la Sierra Leone passent en Côte-d'Ivoire ?"

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

Les égarés de la vie, les investisseurs, eux, ne s'y sont pas trompés. Ils ont amené leur intérêt à l'égard de la politique socialiste, non parce qu'ils ont « guiché », mais parce qu'ils ont vu que la politique socialiste, c'est-à-dire l'iréalisme, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire l'incapacité à voir les choses telles qu'elles sont.

JOURS
DE
FRANCE



LE CAFÉ D'EN FACE AU RENDEZ-VOUS DES SOUS-OFFS

Le maréchal des logis de Hussards Durand, le maréchal des logis de Hussards Dupuy, Mme Dupuy, l'adjudant Prosper (rôle muet), Mme Prosper (rôle muet)

Durand :

Je suis perplexe.

Dupuy :

Tu es malade.

Durand :

Non, je suis perplexe.

Dupuy :

C'est quoi perplexe ?

Durand :

Cela veut dire que je me demande si nous devons rester dans les Hussards, ou demander notre changement dans un autre Corps, les C.R.S., par exemple.

Dupuy :

Pourquoi donc ?

Durand :

Parce qu'il paraît que nous, on ne participera pas à la prochaine guerre. Elle sera faite entièrement par des sous-marins avec leurs fusées stratégiques nucléaires. Et encore pas de sous-marins à sous-marins, ce qui paraîtrait normal, mais un sous-marin d'un camp tirant sur les villes et les campagnes de l'autre, et un sous-marin de l'autre tirant sur les villes et les campagnes de l'un.

La France sera rayée de la carte et nous avec sans avoir combattu. Mais il en sera de même pour l'adversaire, ça qui ne nous avancera pas beaucoup.

Dupuy :

En effet, si c'est ça, nous ferions peut-être mieux de nous engager dans les C.R.S. Nous ramasserions les blessés sur les routes et nous irions repêcher les jolies baigneuses qui s'éloignent trop loin de la plage.

Mme Dupuy :

Ramasser les blessés, c'est ton affaire. Repêcher les jolies baigneuses, laisse ça à d'autres. Et puis, vous pourriez aussi bien vous engager dans la marine. J'aime bien les petits cols marins, les bérets bleus et les pompons rouges.

Durand :

C'est à voir.

Mme Dupuy :

Et puis, votre sous-marin c'est un peu, l'Arche de Noé, parce que quand il n'y aura plus personne en France, il ne restera que les marins dans les sous-marins et ce ne sera pas suffisant pour reproduire la race française. Il faudrait que vous installiez mon hamac dans un petit coin de votre sous-marin et puis, pas vrai, un Normand comme toi et une Bourguignonne comme moi, il n'y a rien de mieux pour renouveler la race et j'emmènerai Minet et Minette.

Dupuy :

Pourquoi faire ?

Mme Dupuy :

Ils me tiendront chaud dans mon hamac et il faut bien aussi qu'il y ait de nouveau des petits chats français.

Durand :

Si la France reçoit une fusée stratégique nucléaire, on appuie sur le bouton naturellement.

Dupuy :

On ne peut pas faire autrement, mais pour la France c'est l'apocalypse et pour l'ennemi aussi. On n'est pas plus avancés. Et si tu vois trois chars traverser la frontière en sortant de la Belgique par le chemin habituel, qu'est-ce que tu fais ?

Durand :

J'appuie de nouveau sur le bouton.

Dupuy :

Et c'est à nouveau l'apocalypse. C'est idiot.

Durand :

Et toi, que ferais-tu ?

Dupuy :

Moi, je rassemblerais les Hussards de mon escadron. Je crierais « les gars en voiture ». On monterait dans nos chars et sus à l'ennemi. En nous voyant arriver les autres prendraient la fuite ou je les ferais prisonniers.

Durand :

Tu as peut-être raison. Seulement derrière tes trois chars ennemis, il y'en aura beaucoup d'autres et nous, nous avons du bon matériel, mais nous n'en avons pas assez et en ce qui concerne l'Alliance Atlantique c'est comme nous.

Si les forces conventionnelles tactiques de l'Alliance Atlantique pouvaient disposer de la même puissance que celles de l'adversaire, on pourrait gagner la guerre ou arriver à un résultat incertain et faire la paix. Cela vaudrait quand même mieux que d'appuyer sur le bouton.

Mais il faut du temps pour reconstituer des forces conventionnelles et si l'ennemi attaque dans l'interval, qu'est-ce qu'on fera ?

Mme Dupuy :

C'est tout simple. On parlera de détente avec l'adversaire et cela vous donnera le temps de construire votre matériel.

Dupuy :

Evidemment, à forces égales, la dissuasion jouera pour le conventionnel comme pour le nucléaire et, à ce moment-là, on pourra parler de désarmement parallèle.

Durand :

Evidemment, c'est une solution. Mais je vois au café du Commerce l'adjudant Prosper et sa femme. C'est un expert, nous allons lui demander son avis.

Mme Dupuy :

Oui et sa femme est très élégante. Elle a beaucoup de goût. D'ailleurs, je m'aperçois qu'elle a le même chapeau que moi.

Marcel Dassault

« C'est super et c'est tout »

[illegible]

Halte au Vol

1 serrure à 5 points de fermeture de grande marque

+ blindage acier 15/10°

+ 4 goudjons d'acier anti-dégondage

Offre exceptionnelle au lieu de 2.350 F

2.150 F TTC

Pose et dépt. compris (sauf pour les 30/40/50)

Credit gratuit en 3 versements

POSE-PAIS-SANLEUF

Société P.I.P.

35, av. de la Motte Picquet

75015 PARIS

Tél. 556.85.20

306.35.12

PAROLE FACILE

COURS D'EXPRESSION ORALE

HUBERT LE FEAL

documentation sans engagement

CS 287 25 00

33 30, Rue des Dames Paris 17^e

ÉNERGIE

L'Algérie et la Belgique renforcent leur coopération en matière nucléaire et solaire

El-Djazair. — L'Algérie et la Belgique envisagent de développer une coopération multiforme dans le domaine énergétique, plus particulièrement en matière nucléaire et solaire; tel est le principal résultat de la visite que vient d'effectuer en Algérie une délégation belge dirigée par M. Clède, vice-premier ministre et ministre des affaires économiques.

Différentes perspectives semblent en outre s'ouvrir aux industriels belges sur le marché algérien. Bruxelles recueille ainsi les fruits du contrat signé, le 7 avril, avec le Sonatrach en matière gazière (le Monde du 10 avril). La société belge Deslignat, passant outre aux pressions exercées par Paris et Washington, avait accepté d'indexer le prix du gaz au celui du pétrole, donnant satisfaction à l'Algérie, qui menait depuis plus d'un an une véritable bataille pour la reconnaissance de ce principe.

Le prix de base était fixé à 4,80 dollars le million de B.T.U. Compte tenu de l'indexation, il dépasse déjà nettement les 5 dollars, alors que G.D.F. ne paie encore que 3,75 dollars. La livraison, à partir de 1982, de 5 millions de mètres cubes par an pendant vingt-cinq ans rééquilibrera le balance commerciale entre les deux pays et confirmera la place de l'Algérie comme premier partenaire en Afrique — et même dans le tiers-monde — de la Belgique (1).

« En signant l'accord sur le gaz, a déclaré M. Clède, nous « avons voulu démontrer qu'il n'y a pas de sécurité d'approvisionnement à l'ail »

De notre correspondant

synonyme d'un juste prix. Le ministre a aussi annoncé que la Belgique pourrait participer au développement de l'énergie nucléaire en Algérie à tous les stades, de la recherche d'uranium dans le Hoggar au retraitement, en passant par la production d'électricité et le recherche scientifique.

Les responsables algériens se rendent à la fin du mois en Belgique pour étudier les modalités d'application d'un tel programme, qui intéresse, notamment, pour la prospection du minerai, la Belgian Mining Engineering Company. L'Algérie entend mettre à profit l'indépendance énergétique que lui assurent durant une vingtaine d'années au moins les réserves en pétrole et en gaz, pour mettre en œuvre — progressivement et méthodiquement — une politique nucléaire « globale ».

La Belgique pourra aussi apporter

son concours à la réalisation de « petits et moyens projets en matière d'énergie solaire ». Les Algériens viennent, d'ailleurs, de lancer un programme d'implantation de quatre-vingt petites « stations solaires ». L'énergie produite permettra, notamment, d'améliorer les télécommunications et d'installer des chambres froides. Quarante de ces stations doivent être réalisées à court terme sur les hauts plateaux et dans le Sahara, afin d'améliorer les conditions de vie des populations isolées. Dans tous ces secteurs, les firmes belges se trouvent directement en concurrence avec l'industrie française. Mais, fait-on remarquer ici, le marché algérien est assez vaste pour que soit opérée une large diversification des partenaires, et l'on ne désespère pas de parvenir à un accord avec Gec de France à partir duquel pourraient s'ouvrir d'intéressantes perspectives de coopération entre les deux pays dans le domaine énergétique.

DANIEL JUNQUA.

PHOTO-CINEMA Comment acheter moins cher

CIRQUE vous reprend d'abord votre ancien matériel au meilleur prix, et vous propose du neuf à des prix alléchants.

Photo Ciné CIRQUE - 59 bis, boulevard des Filles du Calvaire 75002 Paris - Tél. 367 08 66 (entre Bastille et la République)

Les magasins des reprises à visiter en premier avant d'acheter.

(1) Le montant des échanges est passé de 22 milliards de dollars en 1976 à 24 milliards en 1980. La Belgique ne devient, en 1981, le quatrième fournisseur de l'Algérie après la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, avec les 300-350 millions de dollars.

© La production sud-africaine d'uranium a, en 1980, atteint 6 144 tonnes, soit respectivement 26 % et 55 % de plus qu'en 1979 et 1978, après un déclin de 50 % autorisé à Johannesburg. Les réserves d'uranium exploitables à un coût inférieur à 130 dollars par kilogramme viennent d'être estimées à 50 000 tonnes. (A.F.P.)

Le Danemark a fait le plein

De notre correspondante

Copenhague. — Le Danemark, risque d'avoir trop de pétrole, au point de devoir refuser les marchés à court terme qui lui sont offerts à des coûts avantageux.

Il y a quelques années, les autorités, pour se conformer aux réglementations des différentes organisations internationales auxquelles appartient le pays (C.E.E., OTAN, A.E.C.), acceptaient que les producteurs soient à même de disposer de réserves pour plus de deux semaines de consommation. Mais, fait-on remarquer ici, le marché algérien est assez vaste pour que soit opérée une large diversification des partenaires, et l'on ne désespère pas de parvenir à un accord avec Gec de France à partir duquel pourraient s'ouvrir d'intéressantes perspectives de coopération entre les deux pays dans le domaine énergétique.

Cette situation a plusieurs causes : les importateurs ont multiplié leurs achats ces derniers mois et prétendent à la fois d'une nouvelle crise et de nouvelles hausses des cours mondiaux. Quant aux consommateurs,

ils ont eu économiser. En 1980, ils ont consommé 17 1/2 d'essence de moins qu'en 1979 (— 10 % d'essence et — 21 % de mazout) et en 1981, on compte vingt mille d'entre eux ont renoncé à vendre régulièrement leur voiture individuelle pour se rendre à leur travail. En 1981, on devait descendre encore au-dessous de niveaux des économies de 1980. Toutefois, ces efforts ne peuvent compenser les hausses considérables du prix de l'essence et du fuel domestique, qui privent lourdement les budgets nationaux et individuels.

A la veille des vacances, un certain nombre de familles qui ont reçu leurs nouvelles quotidiennes ont pu constater, que bientôt elles paieront des notes de chauffage dépassant leurs loyers mensuels. Quant à l'essence, qui continue à augmenter régulièrement, elle subira une nouvelle hausse à la mi-juin.

CAMILLE OLSEN.

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

Avis d'ouverture de l'enquête d'utilité publique et de l'enquête parcellaire en vue de l'extension par l'ELECTRICITE DE FRANCE du poste d'interconnexion 400/90 kV de GAVRELLE au territoire de la commune de GAVRELLE.

Comme nous l'avons dit, le poste du Pas-de-Calais en date du 22 mai 1981, il sera procédé conjointement sur le territoire de la commune de GAVRELLE à la destruction d'utilité publique du projet présenté par ELECTRICITE DE FRANCE — Centre régional — de la destruction et des télécommunications Nord — en vue de la construction du poste 400/90 kV de GAVRELLE.

— Une enquête parcellaire au vu de la destruction en titre des parcelles en des droits réels immobiliers à exproprier pour la réalisation de ce projet.

M. Louis Desvignes, et, rue Georges-Saint, à Arras, est nommé commissaire-enquêteur ad hoc.

Les dossiers ci-dessus visés seront déposés à la mairie de la commune de GAVRELLE, le 15 juin 1981, à 10 heures et le 15 juin 1981, à 18 heures, les intéressés pourront se consulter tous les jours (sauf dimanches et jours fériés) de 9 heures à 18 heures.

Une enquête d'utilité publique et un registre d'enquête parcellaire seront établis et déposés à la mairie de GAVRELLE, par M. le commissaire-enquêteur et M. le maire de GAVRELLE, seront également déposés, pendant la même période, et sous les mêmes conditions, pour recevoir :

— Les protestations, les observations susceptibles de donner lieu à la protestation.

Le second, les observations concernant les formalités à exproprier pendant la durée des enquêtes, les observations pourront être éventuellement adressées par écrit à M. le commissaire-enquêteur de GAVRELLE, ou au maire de cette commune qui les transmettront aux registres précités.

M. le commissaire-enquêteur réserve la possibilité à la mairie de GAVRELLE les trois derniers jours de l'enquête, c'est-à-dire les 24, 25 et 26 juin 1981, de 10 heures à 17 heures.

Une copie du rapport de M. le commissaire-enquêteur contenant ses conclusions sera déposée à la mairie de GAVRELLE.

Pour le présent, Le commissaire-enquêteur MAURICE SASSON.

15.000 TAPIS D'ORIENT

avec certificat d'origine

Credit gratuit et immédiat sur demande

Tous les jours DIMANCHE INCLUS de 10 h à 19 h

15 R. DIEU 75010 PARIS T. 239.32.00 Mo République

PROJET DE MINE DE CUIVRE DE LA SOCIÉTÉ CARAIBA CARAIBA-BAHIA-BRÉSIL

CARAIBA METAIS S.A. - INDUSTRIA E COMERCIO, propriétaire des mines de cuivre de Carabuba, Etat de Bahia (Brésil), sollicite une pré-qualification afin de sélectionner des fournisseurs pour la conception, la construction et la surveillance de l'élaboration du matériel suivant, requis par la voie d'un Appel d'offres international, avec la participation, uniquement, de fournisseurs qualifiés :

- 3 manchons de refroidissement souterrains ;
- 3 compresseurs d'air modèle H-12S-B-2 ou similaires ;
- 3 treillis de renfort pour les manchons de refroidissement cités.

En ce qui concerne le paiement des équipements cités ci-dessus, CARAIBA METAIS S.A. devrait bénéficier de fonds émanant de la Interamerican Development Bank.

Les candidats doivent appartenir à des pays soit membres de la Interamerican Bank, soit considérés comme « éligibles » par cet organisme de financement.

CARAIBA METAIS S.A. acceptera uniquement les offres de fournisseurs considérés comme « enchérisseurs » qualifiés qui seront en mesure de fournir les équipements et les services relatifs à ceux mentionnés ci-dessus.

La fourniture d'un seul équipement de ceux mentionnés ci-dessus, quel qu'il soit, ne sera pas prise en considération dans la pré-qualification.

Les candidats devront demander les instructions pour la pré-qualification à :

MILDER KAISER ENGENHARIA S.A.
avenue du Président Wilson 231 - 24 Andar
Supply Department
RIO DE JANEIRO - RJ BRAZIL
CEP-20.030
Tél. (021) 23298 AKRJ - RJ

Le dossier relatif à la pré-qualification devra être envoyé à l'adresse ci-dessus avant le 13 juillet 1981.

747 UTA

"A la Française"



Première De Luxe

Sur les nouveaux 747 UTA, la Première de Luxe renoue avec la tradition des grands transatlantiques. Un service raffiné et personnalisé rendra votre voyage encore plus agréable, champagne Laurent Pernier cuvée Grand Siècle, caviar ou foie gras.

En Première de Luxe, tout l'avant du 747 UTA est réservé pour 16 grands voyageurs seulement. Sur les nouveaux 747 UTA, des fauteuils couchettes vous assurent un véritable repos sur les vols longues distances qui relient la France au Golfe, au Sud-Est Asiatique et au Pacifique.

Le nouveau 747 UTA, c'est tout ce qui est agréable en France.



5/20/1981

Avies financiers des sociétés

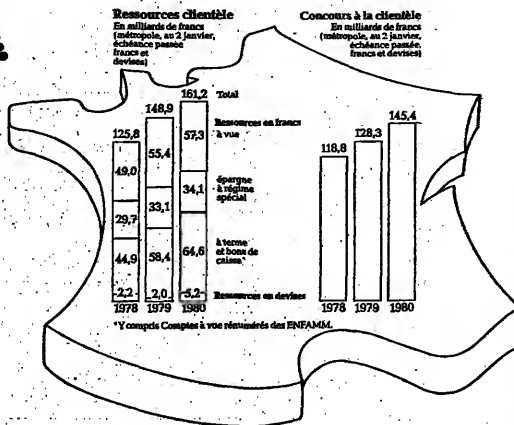
LA BNP EN 1980



EN MÉTROPOLE

- 1.915 guichets permanents
- Un effectif de 47387 personnes
- 3.200.000 comptes de particuliers à vue
- 1.060.000 comptes sur livrets
- 900.000 comptes relevant de l'épargne logement
- 350.000 comptes d'entrepreneurs individuels
- 173.000 comptes de sociétés
- 640,9 millions d'écritures passées en 1980.

Dans un contexte marqué par le niveau élevé des taux et un encadrement du crédit très contraignant, la BNP a mis l'accent sur le service rendu à sa clientèle et développé avec chacun, particuliers ou entreprises grandes ou petites, des relations plus personnalisées.



La structure des dépôts a été marquée en 1980 par le glissement des choix de la clientèle vers les placements les mieux rémunérés, en particulier les dépôts à terme et bons de caisse, ainsi que vers le marché obligataire. Les crédits en francs ont subi un encadrement très sévère.

DANS LE MONDE

La BNP a poursuivi sa politique d'implantation à l'étranger:

- par l'ouverture de nouveaux bureaux de représentation en 1980 à Amman, Belgrade, Berlin-Est, Canton, Pékin
- par l'acquisition en 1980 de la Bank of the West, en Californie
- et par la prise de participation, début 1981, dans le Banco Cidade, au Brésil.

Grâce au resserrement des liens établis par l'ensemble du réseau du groupe BNP avec son département du commerce extérieur et la mise en place d'un secteur chargé des financements spéciaux, la BNP a confirmé sa position de leader dans le financement des crédits export.

Sa position en tant que chef ou co-chef de file d'émissions euro-obligataires a connu, depuis quelques années, une nette progression: la BNP se trouvait au 12^e rang mondial en 1977. En 1980, elle est au 3^e rang mondial (et 1^{er} français).

BILAN ET RÉSULTATS

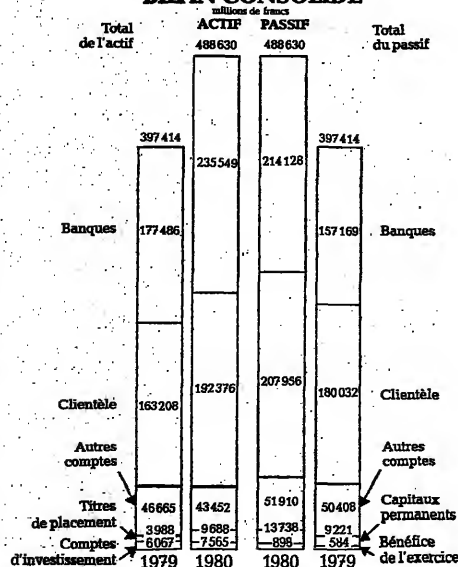
Le total du bilan de la BNP s'élève à 453 milliards de francs au 31 décembre 1980, en progression de 21% sur 1979, et le total du bilan consolidé à près de 489 milliards (+23% sur 1979).

Le bénéfice net de la BNP atteint 603,5 millions de francs, et le bénéfice net consolidé 898 millions.

Le collège représentant les actionnaires a décidé la distribution d'un dividende de 147 millions de francs correspondant à un dividende net de 10 F par action, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 9 F, portant à 27 F le revenu global par action, dont la mise en paiement interviendra le 1^{er} juillet 1981.

Au cours des deux exercices précédents, une distribution s'était faite sous forme d'augmentations de capital et de distribution d'actions gratuites conformément à la politique définie, de façon continue, par les responsables de l'établissement.

BILAN CONSOLIDÉ



Les caractéristiques propres à l'année 1980 ont cependant amené à juger préférable une distribution en espèces au titre de cette année 1980.

A l'issue de ces opérations, le montant des fonds propres de la BNP s'élèvera à environ 5.509 millions de francs, et les montants consolidés à 6.701 millions (dont 402 millions de francs d'intérêts minoritaires).

LES SICAV DU GROUPE BNP

Avec 9,8 milliards de francs de capitaux gérés en 1980, les SICAV du groupe BNP ont connu une forte progression. Elles ont toutes enregistré une amélioration de leur valeur liquidative par action, la meilleure performance revenant à Epargne-Inter (+46%). Natio-Valeur a recueilli plus d'un milliard de francs de souscriptions nouvelles en 1980 et s'affirme à la première place des SICAV de type "Money". Enfin, Natio-Inter, constituée en 1979, distribuera son premier dividende en 1981.

